



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

N° DLP2019-04 - Séance du 08/02/2019

ACTES

7. Finances locales

7.10 Divers

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	09	09

Vote	
Pour	
Contre	
A l'unanimité	x

L'an 2019, le 08 Février à 9h00, le conseil d'administration du C.C.A.S de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Président du C.C.A.S, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil d'administration le 04/02/2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 04/02/2019.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Alain SOULIER, Marie-Thérèse AMALVY, Régine SUAY, Jean-Luc DE LA CLERGERIE, Christiane GAUBERT, Bertrand LEENHARDT, Marie- France TEXIER, Jean – Marie COURTES.

Absents:

Anna RAMORA, Stéphane VIDAL, Hubert FABRITIUS, Michel BAUDOUR.

Secrétaire de séance :

Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

N° DLP2019 -04 - ACCEPTATION DE DON

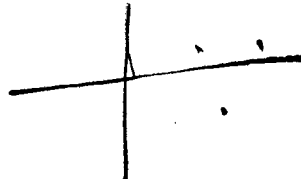
Régine SUAY, membre du conseil d'administration, rapporte que Le conseil d'administration est informé qu'un don en denrées alimentaires d'une valeur estimée à 189,75€ a été effectué au profit du CCAS pour les besoins de la banque alimentaire.

D'un point de vue comptable, il ne sera procédé à aucun mouvement sur le budget du CCAS.

Le conseil d'administration est appelé à accepter ce don.

Le Conseil d'administration, après en avoir délibéré à l'unanimité **APPROUVE** le don.

Pour extrait conforme,
Le 14/02/2019,
Le Président du C.C.A.S,
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.